

Art. 6. En cas de suspension totale de l'exécution du contrat de travail ou d'instauration d'un régime de travail à temps réduit, l'employeur doit transmettre, soit une copie de l'information individuelle délivrée aux ouvriers intéressés, soit un relevé collectif des ouvriers mis en chômage, au bureau de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Les documents visés à l'alinéa précédent doivent, le jour même de la notification, soit être remis à l'Office national de l'Emploi, soit être envoyés sous pli recommandé à la poste.

Art. 7. La notification visée à l'article 2, alinéa 2 et à l'article 4, alinéa 3 et l'information visée à l'article 6, alinéa 1er, doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage.

L'information visée à l'article 6, alinéa 1er, mentionne, en outre, les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit ainsi que, soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis au chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1994 et cessera d'être en vigueur le 1er mai 1996.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Art. 6. In geval van volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of van de invoering van een regeling van gedeeltelijke arbeid, dient de werkgever, hetzij een afschrift van de individuele mededeling die aan de betrokken werklieden werd afgegeven, hetzij een collectieve opgave van de werkloos gestelde werklieden aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is, over te zenden.

De in het vorige lid bedoelde documenten moeten de dag zelf van de kennisgeving, hetzij bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening worden afgegeven, hetzij middels een bij de post aangetekende brief worden verzonden.

Art. 7. De bij artikel 2, tweede lid en de bij artikel 4, derde lid bedoelde kennisgeving en de bij artikel 6, eerste lid, bedoelde mededeling moeten de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid zal ingaan en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

De bij artikel 6, eerste lid bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische redenen die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of het instellen van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigen alsook hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1994 en houdt op van kracht te zijn op 1 mei 1996.

Art. 9. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 1385

[C — 29281]

12 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel »

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement, notamment l'article 1er;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 19 janvier 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 6 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 14 mars 1995;

Sur la proposition du Ministre de la Communauté française de l'Education et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions introductives

Article 1er. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent arrêté, les dispositions du Titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, sont applicables au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, ci-après dénommé « le Centre ».

Art. 2. Le fonctionnement du Centre est assuré par le personnel de la Direction d'Administration de l'Audiovisuel de la Direction générale de la Culture et de la Communication. La Communauté française met ce personnel gratuitement à la disposition du Centre et prend en charge tous ses frais de fonctionnement.

CHAPITRE II. — Le budget

Art. 3. Un projet de budget de toutes les recettes et dépenses est établi annuellement par le Centre selon des directives données par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 4. Le budget est divisé en deux sections :

1° les recettes;

2° les dépenses.

Art. 5. Les estimations des recettes comportent :

- 1° le solde à reporter;
- 2° la dotation;
- 3° les sommes que le Centre recevra au cours de l'année budgétaire en question;
- 4° les dons et legs.

Art. 6. Il est ouvert au nom du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel un compte auprès du caissier de la Communauté française, inclus dans la fusion d'échelle des comptes de la Communauté française.

Art. 7. Les dépenses portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Les engagements imputés sur les moyens budgétaires du Centre devront être exécutés pour le 31 décembre de la cinquième année à partir de la date de l'engagement.

Art. 8. Le projet de budget du Centre est soumis à l'approbation du Ministre de la Communauté française qui a l'audiovisuel dans ses attributions et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 9. L'approbation du budget du Centre est acquise par la sanction du décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française. A défaut de l'approbation du budget de la Communauté française avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles autorisées par le budget précédent peuvent être effectuées au prorata de 1/12e par mois à partir du 1er janvier.

Art. 10. Des transferts de crédits peuvent être autorisés par le Ministre de la Communauté française ayant l'audiovisuel dans ses attributions, moyennant l'accord du Ministre de la Communauté française qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *La comptabilité et la reddition des comptes*

Art. 11. L'Administrateur général responsable de la Direction générale de la Culture et de la Communication est désigné en qualité d'ordonnateur délégué chargé d'exécuter les instructions du Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions.

Art. 12. Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre. Le Ministre de la Communauté française qui a l'audiovisuel dans ses attributions soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 13. Le comptable établit, à la fin de chaque année :

- 1° un compte de gestion;
- 2° un compte d'exécution du budget;
- 3° un bilan du Centre.

Le Ministre de la Communauté qui a l'audiovisuel dans ses attributions transmet ces documents, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent, au Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions qui les présentera à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

Art. 14. Les documents comptables prévus à l'article 13 doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions.

Art. 15. Le compte d'exécution du Centre est annexé au compte d'exécution de la Communauté française.

Art. 16. La comptabilité est tenue conformément aux règles d'imputation énoncées par l'arrêté royal du 1er juillet 1964 fixant les règles d'imputation des recettes et des dépenses budgétaires des services de l'administration générale de l'Etat, exception étant faite de la disposition de l'article 5 de cet arrêté.

Art. 17. Une comptabilité du patrimoine est tenue.

CHAPITRE IV. — *La gestion*

Art. 18. Les montants des dépenses sont limités par les montants des crédits approuvés et des recettes.

Art. 19. Le solde disponible à la fin de l'année budgétaire est automatiquement reporté.

Par solde disponible, il faut entendre : le solde en caisse, diminué des obligations non encore apurées.

Art. 20. Les moyens financiers disponibles à la fin d'une année peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante.

Art. 21. Le comptable justiciable de la Cour des comptes est chargé, conformément aux missions définies par l'arrêté portant sa désignation :

- 1° du maniement et de la garde des fonds et des valeurs;
- 2° de l'établissement et de la conservation des documents suivants :
 - a) compte de gestion;
 - b) compte d'exécution du budget;
 - c) bilan du Centre;
- 3° de la mise à jour continue de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale.

CHAPITRE V. — *Le contrôle*

Art. 22. La Cour des comptes et l'Administration des Finances et du Budget du Ministère de la Communauté française peuvent effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. Ils peuvent se faire fournir, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes.

Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable du Centre, sans intervention préalable de la Cour des comptes.

Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté sont applicables au Centre.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 24. Le Ministre de la Communauté française qui a l'audiovisuel dans ses attributions et le Ministre de la Communauté française qui a le budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 1385

[C — 29281]

12 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het budgettaire, financiële en boekhoudkundige beheer van het « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 19 januari 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 februari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State van 14 maart 1995;

Op de voordracht van de Minister van de Franse Gemeenschap van Onderwijs en de Audiovisuele Sector;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 3 april 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Behoudens afwijking in dit besluit, zijn de bepalingen van Titel II van de wet op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, van toepassing op het « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel », hierna « het Centrum » genoemd.

Art. 2. De werking van het Centrum wordt verzekerd door het personeel van de bestuursdirectie voor de audiovisuele sector van de algemene directie voor cultuur en communicatie. De Franse Gemeenschap stelt dit personeel kosteloos ter beschikking van het Centrum en neemt alle werkingskosten ten laste.

HOOFDSTUK II. — *De begroting*

Art. 3. Jaarlijks wordt een ontwerp van begroting van alle ontvangsten en uitgaven opgesteld door het Centrum volgens de onderrichtingen gegeven door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De begroting is ingedeeld in twee afdelingen :

1^o de ontvangsten;

2^o de uitgaven.

Art. 5. De ramingen voor de ontvangsten bevatten :

1^o het over te dragen saldo;

2^o de dotatie;

3^o de bedragen die het Centrum zal ontvangen gedurende het betrokken begrotingsjaar;

4^o de giften en de legaten.

Art. 6. Er wordt een rekening voor het « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel » geopend bij de kassier van de Franse Gemeenschap, opgenomen in de fusie voor de interestberekening van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. De uitgaven hebben betrekking op de bedragen die verschuldigd zijn gedurende het begrotingsjaar ten gevolge van verbintenissen aangegaan gedurende dat begrotingsjaar en van verbintenissen overgedragen van vorige begrotingsjaren.

De vastleggingen aangerekend op de budgettaire middelen van het Centrum dienen te worden uitgevoerd vóór 31 december van het vijfde jaar vanaf de vastleggingsdatum.

Art. 8. Het ontwerp van begroting van het Centrum wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort en wordt gevoegd bij het ontwerp van decreet betreffende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. De goedkeuring van de begroting van het Centrum wordt verkregen door de bekrachtiging van het decreet betreffende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Bij gebrek aan goedkeuring van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begin van het begrotingsjaar kunnen dezelfde verrichtingen als deze toegestaan door de vorige begroting gedaan worden naar rata van 1/12e per maand vanaf 1 januari.

Art. 10. De overdracht van kredieten kan worden toegestaan door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, mits instemming van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

HOOFDSTUK III. — *Boekhouding en aflegging van de rekeningen*

Art. 11. De administrateur-generaal verantwoordelijk voor de algemene directie voor cultuur en communicatie is aangewezen als afgevaardigde ordonnateur belast met de uitvoering van de richtlijnen van de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

Art. 12. Een staat van de ontvangsten en een staat van de uitgaven worden opgemaakt op het einde van elk semester. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, legt deze staten voor aan het Rekenhof via de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 13. De rekenplichtige maakt op het einde van ieder jaar :

- 1° een beheerrekening;
- 2° een rekening van uitvoering van de begroting;
- 3° een balans van het Centrum op.

De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, zendt deze stukken, ten laatste op 31 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking hebben, over naar de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, die ze zal voorleggen aan het Rekenhof vóór 30 april van hetzelfde jaar.

Art. 14. De boekhoudkundige stukken voorzien in artikel 13 dienen ook opgesteld te worden als de rekenplichtige zijn ambt neerlegt.

Art. 15. De rekening van uitvoering van het Centrum wordt gevoegd bij de rekening van uitvoering van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. De boekhouding wordt gevoerd overeenkomstig de aanrekeningsregels bepaald in het koninklijk besluit van 1 juli 1964 tot vaststelling van de regels van aanrekening van de budgettaire ontvangsten en uitgaven van de diensten van algemeen bestuur van de Staat, met uitzondering van de bepaling van artikel 5 van dat besluit.

Art. 17. Er wordt een boekhouding van het patrimonium gevoerd.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer*

Art. 18. De bedragen van de uitgaven worden beperkt door de bedragen van de goedgekeurde kredieten en van de ontvangsten.

Art. 19. Het saldo dat beschikbaar is op het einde van het begrotingsjaar wordt automatisch overgedragen. Onder « beschikbaar saldo » dient te worden verstaan : het saldo in kas, verminderd met de nog niet aangezuiverde verbintenissen.

Art. 20. De op het einde van een jaar ter beschikking staande geldmiddelen kunnen vanaf het begin van het volgende jaar worden gebruikt.

Art. 21. De rekenplichtige die verantwoording schuldig is voor het Rekenhof is belast, overeenkomstig de opdrachten bepaald bij zijn besluit tot aanwijzing :

- 1° met het aanwenden en het bewaren van de geldmiddelen en de waarden;
- 2° met het opstellen en het bewaren van de volgende documenten :
 - a) de beheerrekening;
 - b) de rekening van uitvoering van de begroting;
 - c) de balans van het Centrum.
- 3° met het bijwerken van de inventaris van het patrimonium en het bijhouden van de patrimoniale boekhouding.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 22. Het Rekenhof en het Bestuur der Financiën en van de Begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap mogen hun controle op de boekhouding ter plaatse uitoefenen. Ze mogen, wanneer ze het wensen, alle verantwoordingsstukken laten overleggen alsook al de staten, inlichtingen of verduidelijkingen met betrekking tot de ontvangsten, uitgaven, activa en schulden.

De uitgaven worden vereffend en rechtstreeks betaald door de rekenplichtige van het Centrum, zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

De regels van de administratieve en begrotingscontrole waaraan de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap onderworpen zijn, zijn van toepassing op het Centrum.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Art. 24. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort en de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,

Ph. MAHOUX

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1386

[C — 27208]

6 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981,
concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993
et du 16 juillet 1993;